



www.lepartidegauche.fr

**Intervention à la Fête de l'Huma
13 septembre 2009**

« Urgence climatique et justice sociale : le RMA* peut-il être une réponse ? »

* Revenu Maximum Autorisé

Corinne Morel Darleux
Secrétaire Nationale au Combat Écologique

Bonjour à toutes et à tous,

J'ai donc le plaisir et l'honneur d'introduire ce débat sur le revenu maximum autorisé, aussi connu sous le nom de « RMA ». Je tiens évidemment avant tout à remercier nos intervenants : Thomas COUTROT, du conseil scientifique d'ATTAC, et Hervé KEMPF, auteur de « Pour sauver la planète, sortez du capitalisme ». Je voudrais aussi souligner combien je suis, à titre militant, sincèrement ravie que le PG s'empare de ce sujet ô combien important, au croisement de la tradition sociale de la gauche et de l'écologie politique. Et à voir le nombre de messages que j'ai reçus depuis l'annonce de ce débat, je ne suis pas la seule à me réjouir... Après des années où nous étions regardés au mieux comme de doux dingues, au pire comme de dangereux inconséquents, comme me l'écrivait un camarade du PG : « il est gratifiant de finir par avoir raison avec d'autres et non plus tout seul ! »

Car en effet, le partage des richesses et la planification écologique sont au cœur du projet du Parti de Gauche, depuis son lancement il y a moins d'un an, et dès le mois de mars dernier, le PG défendait le RMA dans la proposition de loi de « bouclier social » déposée avec nos camarades du PC. Je vous en rappelle l'article 17 qui stipulait : *Il est institué un salaire maximum légal dont le montant ne peut pas dépasser vingt fois celui du salaire minimum. Le salaire maximum légal inclut, le cas échéant, la partie fixe du salaire et la partie variable en fonction des objectifs prévus au contrat de travail ou du chiffre d'affaire généré par l'activité du salarié.*

C'était au Printemps, mais aujourd'hui les derniers soubresauts de l'actualité nous fournissent encore de nouvelles armes pour faire revenir le RMA sur le devant de la scène citoyenne et politique ! **Nous devons saisir cette opportunité de pousser une mesure qui est une magnifique et positive conjugaison de l'écologie et du social. A l'heure où le débat sur la taxe carbone téléscope les discussions du G20 sur le plafonnement des bonus, à la veille de deux sommets majeurs, Copenhague et Pittsburgh, la crise financière et l'urgence climatique remettent toutes les deux au premier plan la question des inégalités... Et donc celle du RMA !** Car en effet, les enjeux posés par le dérèglement climatique impliquent de revoir en profondeur notre mode de développement, et notamment de réduire fortement notre consommation d'énergie. Mais comment peut-on accepter la réponse du gouvernement sous forme d'une taxe carbone qui renchérit le coût de l'énergie sur les dépenses contraintes des particuliers ? En pleine montée des inégalités sociales, peut-on faire porter l'effort sur des ménages déjà touchés de plein fouet par la récession et le chômage ? Pendant que les plus riches pourront quant à eux continuer à surconsommer et à gaspiller tranquillement l'énergie sans se soucier de son coût ?

Il faut le dire et le redire ! **On ne résoudra pas l'équation climatique sans réduire drastiquement les inégalités. Et on ne trouvera pas de large implication populaire sur ces questions sans la mise en place d'une nouvelle répartition des revenus, plus juste et plus égalitaire.** Car comment demander aux classes populaires de faire un effort supplémentaire, quand les dirigeants du CAC 40 gagnent en moyenne l'équivalent de 400 Smic,

quand les revenus annuels du show-biz et du sport représentent pour certains plus de 1 600 années de Smic ?! Antoine Zacharias, pour ne citer que lui, après avoir accumulé 120 millions d'euros au cours de ses 10 ans passés à Vinci, avait-il vraiment besoin de demander une prime de 8 millions supplémentaires ? Avec en plus la garantie donnée par l'État qu'il en gardera quoi qu'il arrive au moins 50% dans sa poche grâce au bouclier fiscal ? D'autant que cette envolée des hauts revenus entretient la débauche consumériste d'une minorité. Minorité infime, mais dont le mode de vie est donné en exemple par les médias et la publicité, pour prôner l'accumulation matérielle, alimenter la machine productiviste, et au final... Aggraver ainsi encore les dégâts causés par un système qui réussit le tour de force d'exploiter à la fois les individus et les écosystèmes.

Ces inégalités de revenus sont à la fois socialement inadmissibles et écologiquement destructrices. Alors... Si on en profitait pour réclamer l'instauration du RMA, pour commencer ? Mais la fixation d'un revenu maximum peut se contourner, en se faisant verser des rémunérations complémentaires par d'autres structures : des sociétés écrans, des filiales... Et puis, nous risquons, si on se contente d'un revenu maximum fixé à 10, 15 ou 20 fois le SMIC, d'augmenter les inégalités au fur et à mesure que l'on augmentera le SMIC...

Alors, tant qu'on y est, si on reparlait aussi de progressivité de l'impôt ? Pour mémoire, lors de la présentation du bouclier social, la ministre de l'économie avait déclaré à l'Assemblée nationale : *"On entend souvent dire que cette mesure ne concernerait que la partie la plus riche de la population, mais n'est-ce pas celle qui fait tourner l'économie ?"* Tout est dit. Comme avec le terme largement diffusé aujourd'hui de *trou* de la sécu, ou encore le glissement sémantique des *cotisations* vers les *charges* sociales, l'objectif de la droite est bien de faire entrer dans tous les esprits l'idée que notre système de solidarité, redistributif et collectif n'est plus tenable et que chacun doit se sauver soi-même. C'est l'individualisation forcenée de la société qui est en marche.

Il est donc temps de réaffirmer avec force que dans un projet de gauche, la lutte contre les inégalités passe aussi par le partage des richesses et le retour à la règle élémentaire de la progressivité de l'impôt. Certains économistes parlent même de revenir à des taux d'imposition quasi confiscatoires de 80, voire 90% pour les très hauts revenus de plusieurs millions d'euros annuels. On entend déjà les hauts cris de certains... Rappelons tout de même que quand Roosevelt a été élu à la Maison Blanche, après la grande crise de 29, il a fait passer le taux d'imposition des plus riches de 25 à 91% en moins de dix ans. Et quand Ronald Reagan est élu président en 1980, le taux marginal d'imposition est encore de 70%. C'est ainsi que pendant près d'un demi-siècle, le taux applicable aux plus hauts revenus a été supérieur à 80%, en moyenne, aux Etats Unis. En France, le secrétaire général du Parti communiste, Georges Marchais, disait en 1981 : *« Au-dessus de 40 000 F, je prends tout. »* Un quart de siècle plus tard, avec le « bouclier fiscal », les impositions directes ne peuvent plus dépasser 50 %.

Face à cette situation, de nombreux économistes font des propositions. Frédéric Lordon, par exemple, propose le SLAM, le *Shareholders Limited Authorized Margin* (ou marge actionnariale limitée autorisée) ... « SLAM », c'est aussi en anglais le bruit d'une porte qu'on claque au nez d'un système. Car **deux siècles après la suppression des privilèges de la nuit du 4 août 1789, il est grand temps de relever la tête sur ces questions, car il existe des marges inutilisées pour une véritable politique de justice sociale et les seuls combats politiques perdus à coup sûr sont ceux qu'on n'a pas menés.**

Temps, également, d'oser mettre sur la table d'autres questions qui lui sont intimement liées : Qu'est-ce qui justifie concrètement aujourd'hui qu'un cuistot ne gagne pas la même chose qu'un directeur marketing dans une SSII ?

Le revenu maximum ne doit-il pas s'accompagner de la mise en place d'un revenu universel, ou revenu minimum d'existence ?

Le partage des richesses, de toutes les richesses, ne passe-t-il pas également par une réduction drastique du temps de travail ?

Le temps libéré et le revenu universel ne sont-ils pas les deux facettes d'un seul et même projet vers une nouvelle émancipation ?

Mais pour en débattre, je laisse maintenant la parole à Thomas Coutrot et à Hervé Kempf. Merci.